

**FRANCE****→ CRISE DES « GILETS JAUNES »**

Les « stylos rouges » cherchent à s'imposer dans l'Éducation nationale

La hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail sont au cœur des revendications de ce mouvement de « profs en colère ».

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Le mouvement est né mi-décembre, à l'initiative de six « profs en colère » : les « stylos rouges » rassemblent désormais plus de 60.000 membres dans leur groupe Facebook, qui s'est élargi à des directeurs d'école, des assistants d'éducation et autres.

En Ile-de-France, les « stylos rouges » avaient appelé à un rassemblement, samedi, devant le lycée parisien Henri IV. La manifestation n'a pas eu le succès escompté. Les « stylos rouges » cherchent à s'imposer. Ils contournent les syndicats traditionnels sans pour autant s'y opposer – beaucoup en sont issus – et affichent une distance vis-à-vis du mouvement des « gilets jaunes », dans lequel ils ne veulent pas « être noyés », même si certains les ont rejoints, à titre individuel.

Dialogue de sourds

Les revendications sont classiques : dégel du point d'indice, hausse des salaires, diminution du nombre d'élèves par classe

ou encore refus des réformes Blanquer. Mais la manière de les exprimer diffère des syndicats traditionnels : les témoignages se multiplient, comme après le mouvement #PasDeVague en octobre, quand une enseignante s'était fait braquer en plein cours. « On paie de notre poche des plastifieuses, des cartouches pour les imprimantes, des livres... Donnez-nous les moyens d'acheter du matériel ! » lançait Claire, enseignante du Val-de-Marne, lors d'une assemblée générale à Créteil, jeudi dernier. Tel autre évoquait la précarité et le cas d'un enseignant « contraint de dormir dans sa voiture ». Dans cette académie plus qu'ailleurs, les enseignants parlent de « souffrance » et d'« un territoire bloqué [qu'ils] ne peuvent pas quitter », faute de voir leur mutation acceptée.

Le gouvernement a publié la semaine dernière un communiqué affirmant qu'il travaillait « depuis dix-huit mois pour améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de travail des enseignants ». Mais les « stylos rouges » n'ont cessé de dénoncer « le décalage entre le discours et la réalité ».

« C'est en faisant des actions perturbatrices qu'on sera écoutés », suggérait un « stylo rouge » de l'académie de Créteil, en évoquant ses collègues

« apathiques », car « échaudés par des syndicats inefficaces ». D'autres proposent « des actions devant les bahuts de riches ». De « ne plus faire remonter les notes au rectorat ». Ou encore de « pourrir la vie » de Jean-Michel Blanquer et d'Emmanuel Macron à chacune de leurs sorties, « démocratiquement », comme à l'époque des « comités anti-Allègre ».

La grève est reléguée au rang de vieille recette, car jugée « décourageante ». « Les réformes s'accumulent et le SNES n'a pas obtenu de grands résultats », glisse Mohamed, « stylo rouge » syndiqué au SNES-FSU. Sylvie, membre du SNUipp, approuve : « Les syndicats se sont habitués à accepter des compromis. On en est les acteurs et les victimes. Je vais rester syndiquée, mais il faut reprendre la main pour faire changer les choses. »

Pour les syndicats, la grève reste d'actualité : CGT, FSU, SUD et UNL, notamment, ont appelé à un mouvement le 24 janvier, contre la réforme du bac et du lycée. Il sera précédé de rassemblements le jeudi 17 janvier. ■



« C'est en faisant des actions perturbatrices qu'on sera écoutés », suggérait un « stylo rouge », en évoquant ses collègues « apathiques » car « échaudés par des syndicats inefficaces ».



Jacques Demartion/AFP

Les « stylos rouges » comptent plus de 60.000 membres dans leur groupe Facebook. Ils se sont rassemblés, samedi, devant le lycée parisien Henri IV.